

Lettre ouverte aux Candidats à la Présidence de la République

AIRAMA¹, 12 rue de Poitiers, 75007 Paris

à Mmes et MM. : Nathalie Arthaud, François Bayrou, Jacques Cheminade, Nicolas Dupont-Aignan, François Hollande, Eva Joly, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Philippe Poutou, Nicolas Sarkozy.

« L'ULTRALIBERALISME VOILA L'ENNEMI ! »

NON AU « LAISSEZ-FAIRISME » SUICIDAIRE !

NON A L'ETAT DESTRUCTEUR DES EMPLOIS ET DE LA CROISSANCE !

OUI A LA RELANCE DE LA « PROTECTION COMPETITIVE » DES 30 GLORIEUSES !

Paris, ce 12 avril 2012

Mesdames et Messieurs les Candidats à la Présidence de la République

Au nom du Peuple Français – auquel vous dites vouloir rendre la parole ! – s'exprimant aujourd'hui par la voix la plus qualifiée de l'autorité scientifique internationale de notre prix Nobel d'économie Maurice Allais, du premier cercle de l'AIRAMA agissant pour la reconnaissance de ses apports, de l'élite de l'Ecole française des nouveaux économistes dans son sillage, IL VOUS EST DEMANDE de vous ENGAGER SOLENNELLEMENT à appliquer, une fois élu, la SOLUTION GLOBALE à la crise que nous a léguée le premier économiste à avoir clamé haut et fort l'arrivée du tsunami : la relance de la politique de « PROTECTION COMPETITIVE » des « Tente glorieuses ».

Alors que vous n'avez aux lèvres que les mots de « Vérité » et d'« Amour de la France », votre campagne est la plus mensongère et dévastatrice en ce qu'elle cache l'unique question du prochain quinquennat : « Si la France est attaquée au point de disparaître, comment la défendre ? » :

- **Nous sommes en guerre et aucun d'entre vous ne dit son nom, encore moins comment la gagner !** Alors que la France et l'Europe n'ont jamais été si près du gouffre, depuis la dernière guerre mondiale, **jamais campagne présidentielle ne fut plus vide d'idée et de sens** de toute l'histoire de la V^{ème} République.
- **Une campagne présidentielle, c'est la proclamation d'UNE grande Idée régalienne nommant l'ennemi et fixant le Cap de la victoire** ; en aucun cas l'opium d'« une idée par jour et par candidat » des promotions commerciales cachant l'essentiel. **En pleine crise de survie, un tel mépris de l'intelligence n'est plus tolérable aux yeux des Français.**
- **Vous avez « laissé dans l'ombre » la grande mission régalienne « clivante » du chef d'Etat** d'assurer, en toute justice, protection et prospérité, par **la nécessaire conduite d'une guerre de sauvegarde** répondant à « La question majeure aujourd'hui, [qui] selon Maurice Allais, n'est pas seulement un sous emploi massif, c'est également la **destruction de notre industrie et la destruction de la croissance de notre économie.** »
- **Ce Cap de la victoire économique que vous n'avez pas su voir en 2012, l'évidence de cette solution globale attendue du peuple.** M. Allais n'a cessé de la proclamer depuis plus de plus de dix ans, notamment dans son Livre de 1999 : **MONDIALISATION, la destruction des emplois et de la croissance. L'évidence empirique.**

C'est l'« EVIDENCE EMPIRIQUE » de cette SOLUTION GLOBALE – partagée dans toute la fulgurance de sa simplicité par le Peuple français, par Maurice Allais, l'AIRAMA, par l'élite de l'Ecole française des nouveaux économistes et par maints courants politiques couvrant tout l'échiquier – qu'il vous est demandé de **traduire aujourd'hui en engagement irrévocable, en application politique**, et dont il convient de rappeler ci-dessous la proclamation solennelle formulée par M. Allais, point par point.

¹ Alliance Internationale pour la Reconnaissance des Apports de Maurice Allais en Physique et en Economie.

L'ultralibéralisme, c'est la perversion du libéralisme, imposture que Maurice Allais qualifiait de « chienlit libre-échangiste ». Aujourd'hui, plus que jamais : « L'ultralibéralisme voilà l'ennemi ! ». *C'est la vitesse excessive et la cupidité ultra-affairiste* qui ont coulé le Titanic, comme notre économie :

I) La crise de l'ultralibéralisme conduit la société française au bord de l'effondrement

Depuis plus de dix ans, M. Allais n'a cessé d'annoncer la gravité de la crise et de son engrenage inexorable de destruction totale si rien n'est fait. Dans son entrevue du 26 mai 2005, accordé à l'Humanité – où il prouvait la justesse du « non » au référendum constitutionnel européen de 2005 – il avait **annoncé le tsunami ultralibéral actuel dans un saisissant parallèle** : « Les perversions du socialisme ont entraîné l'effondrement des sociétés de l'Est. Mais les perversions laissez-fairistes du prétendu libéralisme de ces trente dernières années nous ont mené **au bord de l'effondrement de la société française**. » « Bien que d'une nature tout à fait différente, **les forces de désagrégation sociale** sont sans doute aujourd'hui bien plus fortes que celles qui se constataient à la veille de la Révolution française, et nul ne sait ce qui pourrait survenir demain si la rue venait à balayer l'ordre public ». *C'était avant les séismes financiers de 2008 et de 2011, les évènements d'Islande, de Grèce, d'Espagne, etc.*

II) Le « facteur majeur » de la crise économique est politique

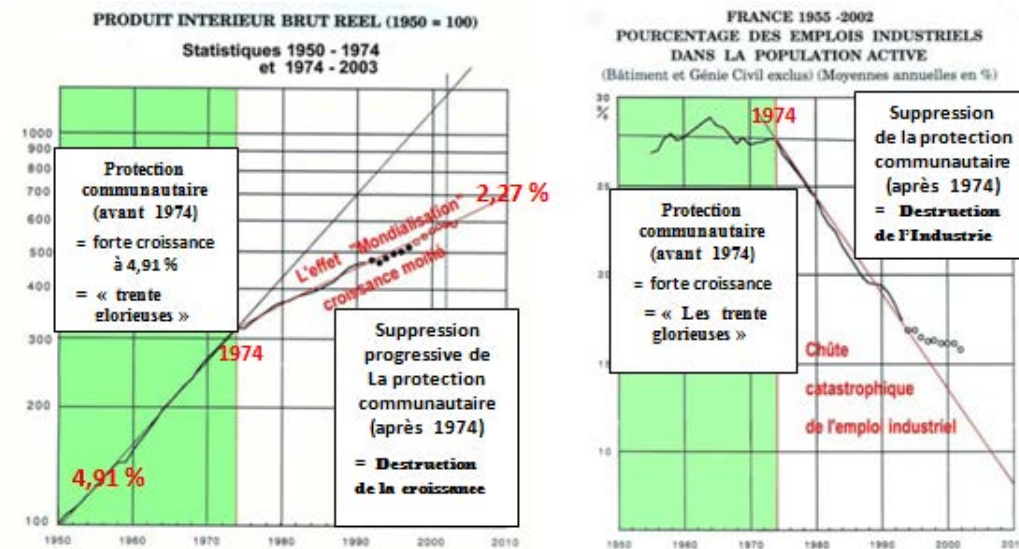
M. Allais a démontré que la crise n'est pas la conséquence d'une fatalité mais d'une politique suicidaire. « **Une seule cause** peut et doit être considérée comme le facteur majeur et déterminant » **du décrochage de l'économie française en 1974**, date charnière de fin des « trente glorieuses », **à partir de laquelle le taux de croissance est divisé par plus de deux** : « **la politique poursuivie** à partir de 1974 de libéralisation mondialiste » par Bruxelles – au nom de l'art. 110 du traité de Rome imposant « **la suppression progressive des barrières douanières** » – [qui] a conduit ainsi à « **la disparition progressive de la protection** du Marché communautaire européen et à l'instauration continue d'un **libre-échange mondialiste** », autrement dit d'un ultralibéralisme.

C'est la disparition de la protection communautaire, résultant de « **L'application inconsidérée** à partir de 1974 de cet art. 110 », qui « a conduit à un chômage massif sans aucun précédent, à la **destruction progressive de l'industrie et de l'agriculture** et à une **très forte diminution de la croissance** ». « La mondialisation ne peut qu'engendrer partout instabilité, chômage, **injustices, désordres et misères de toutes sortes**, et elle ne peut que se révéler **finaletement désavantageuse pour tous les peuples** ».

Conclusion : « La crise d'aujourd'hui, le chômage massif insupportable qui le caractérise et qui nous déshonore, **la destruction jour après jour de la société française** ne sont que les **conséquences des politiques dogmatiques** (« doctrine simpliste du libre échange » du « mondialisme ») sans cesse mises en œuvre depuis la grande cassure de 1974 et qui nous mène au désastre. **Il serait criminel de les poursuivre.** »

III) L'effet du « changement de cap » ultralibéral de 1974 se mesure sur le graphique

L'effet du changement de Cap politique ultralibéral de 1974 – après l'entrée de l'Angleterre dans la CEE en 1973 –, à l'origine du **décrochage structurel de l'économie et de la destruction catastrophique de la croissance et de l'industrie**, M. Allais l'a « filmé » sur ses saisissants graphiques publiés dans l'Humanité :



Sources : INSEE, 1950-1991, *Extraits et Tableaux des comptes de la Nation*, 1992, page 29

M. Allais a ainsi formulé la racine de tous les maux dus à la mondialisation sauvage : « En fait, toutes les **difficultés pratiquement insurmontables** dans lesquelles nous nous débattons aujourd'hui résultent de la **réduction, de plus de deux à un, du produit national brut réel de 1974 à aujourd'hui.** »

IV) La solution Globale : la relance de la politique de « protection compétitive »

Ce qu'un changement de cap politique a détruit, **un changement inverse peut le reconstruire.** « Pour **préserver le développement harmonieux** du commerce mondial, **une protection communautaire raisonnable** doit être assurée à l'encontre des importations ». Il suffit donc pour faire repartir le moteur de la croissance de **relancer la politique « protection compétitive » des « Trente glorieuses ».**

Cette politique expansionniste protégée qui avait permis à la France non seulement de « reconstruire » mais de faire triompher la politique industrielle (développement du machinisme, transistors, électroménager, plastique, pétrole, nucléaire, réseau d'autoroutes, projet TGV, ...) qui avait été le fer de lance de notre développement et de notre prospérité (dans les années 60, un des plus forts taux de croissance de 6,9 % avec le Japon), avec un faible taux d'endettement ne dépassant pas 20% en 1974, alors que ce taux s'est envolé jusqu'à 90 % en 2012 et sans la moindre réalisation « glorieuse » depuis 1974 !

V) Les axes de déclinaison de la solution globale

La déclinaison de cette Solution résout nos principales difficultés actuellement insurmontables par :

- 1) L'ANNULATION « DIFFERENCIÉE » DE LA DETTE PUBLIQUE, gigantesque, basée sur le **principe de séparation de la dette réelle due et de la dette « jeu d'écritures » non due :**
Premièrement : annuler l'article 25 de la loi 73-7 du 3 janvier 1973, cause essentielle de la dette de la France qui a interdit à la Banque Française de faire **crédit à l'Etat à 0 %**, condamnant la France à **l'emprunt aux banques privées à taux d'intérêts ruineux** comme le montre ce tableau comparant le montant de la dette réelle à % (bleu) et la dette gonflée par les intérêts « **privés** » cumulés (rouge) :



Deuxièmement : procéder à l'annulation différenciée **sur le modèle de la solution islandais après l'audit de la dette**, mise en application pratique politique de la solution Allais, qui montre que c'est possible. Sortie du gouffre, l'Islande fera le triple de la croissance de l'UE en 2012. Il faut souligner le **volet judiciaire** de recherche des « responsables » – autre mot fétiche de la campagne présidentielle –, le Président Sarkozy ayant d'ailleurs dit, le 15 nov. 2015, à Bordeaux, qu'on avait protégé les Français des années 80 à coup de dettes et d'emprunt **sans leur dire, qu'on avait menti aux Français depuis trente ans** : « Là est la trahison de notre modèle social ! ».

- 2) LA SEPARATION LEGALE ENTRE BANQUES DE DEPOT ET BANQUES D'AFFAIRES (Glass-Steagall act), par la **réforme des règles du crédit, restituant à l'Etat le monopole de la création monétaire.**
- 3) LA RELANCE DE LA POLITIQUE DE « PROTECTION COMPÉTITIVE » DES TRENTÉ GLORIEUSE, par l'affirmation que « **la libéralisation totale des échanges [n'est] n'est possible que dans le cadre d'ensembles** régionaux groupant des pays ... [à] développement économique et social **comparable** », par la **révision des « traités** fondateur de l'UE » pour la nouvelle « **instauration indispensable d'une préférence communautaire** », par la nécessité de « **remettre en question et de repenser les principes** des politiques mondialistes mises en œuvre par les institutions internationales tout particulièrement par l'Organisation Mondiale du Commerce. ». Cette relance de la politique de « protection compétitive » basée sur le principe de la « Préférence communautaire », est un **néoprotectionnisme différencié et intelligent qui est massivement majoritaire dans le pays.**

VI) Le sondage IFOP 2011 sur le « protectionnisme » plébiscite M. Allais à 82 %

« Les Français et le protectionnisme », tel est le titre du sondage IFOP du 19 mars 2011 – structuré sur *la problématique de protection compétitive* différenciée en fonction des « cadres d'ensembles régionaux groupant des pays ... [à] développement économique et social *comparable* », en l'espèce des frontières l'Europe de Bruxelles et de la France – qui apporte le soutien démocratique, massif et chiffré, du Peuple français à la Science de M. Allais. Il suffira pour s'en convaincre de consulter le témoignage décisif de ce document très détaillé de 50 pages, consultable à l'adresse : <http://www.scribd.com/doc/57683126/Sondage-Ifop-Protectionnisme-19-Mai-2011> :

- *Sur les conséquences de l'ouverture importante des frontières de la France et de l'Europe aux marchandises des pays comme la Chine ou l'Inde, les français répondent*² : à 64 % qu'elles ont été négatives tant sur les prix des produits de consommation que sur les bénéfices des entreprises ; **à 92 % qu'elle a été négative sur l'emploi, le niveau des salaires et les déficits publics en France ;**
- *Sur le fait de savoir à qui cette ouverture a profité le plus, ils répondent à 66 %*, « *les multinationales* ;
- *Sur l'impact de cette ouverture sur les 10 prochaines années, ils disent à 87 % qu'il sera négatif* ;
- *Sur le faible niveau des taxes sur les produits importés des pays émergents, ils sont opposés à 78 %* ;
- *Sur le fait qu'il faut augmenter ces taxes de douane aux frontières, ils sont d'accord à 82 %* ;
- *Sur le fait de savoir quelles seraient les conséquences de cette augmentation des taxes, ils répondent à 82 % « positives » pour la protection du savoir faire français, à 74 % sur l'activité des entreprises de l'industrie, à 75 % sur l'emploi en France, à 72 % sur la croissance économique en France ;*
- *A quelles frontières faut-il faire cette augmentation ? A 80 % l'Europe, à 20 % la France, disent-ils.*
- *En cas de refus de Bruxelles aux frontières de l'Europe, faut-il le faire en France ? Oui à 65 %* ;
- *Aux Présidentielles 2012, ce sujet du protectionnisme douanier doit-il être très important ? Oui à 70 %* ;
- *Personnellement signeriez-vous une pétition pour un débat au Parlement européen (1 million de signatures) sur le relèvement des droits de douane entre l'Europe et le reste du monde ? Oui à 75 %*
- *Quelle est la proximité politique des signataires ? des 74 % favorables de LO/NPA et des 81 % du Front de Gauche aux 87 % du FNl, en passant par les 75 % du PS et par les 78 % de l'UMP, force est de constater que le consensus des Français est total, APOLITIQUE, sur le besoin de protection douanière.*

Cet accord massif du Peuple français avec l'apport scientifique de M. Allais vaut plébiscite !

VII) La responsabilité des politiques est engagée

M. Allais considérait que « *L'aveuglement de nos dirigeants politiques, de droite et de gauche, depuis 1974 est entièrement responsable de la situation dramatique* où nous nous trouvons aujourd'hui ». « La condition *sine qua non* fondamentale de notre participation à la construction européenne, c'est le rétablissement explicite et solennel de la préférence communautaire c'est-à-dire d'une protection raisonnable ». « Le cadre européen ne saurait se réduire *ni à la domination illimitée et irresponsable* des nouveaux apparatchiks de Bruxelles, *ni à une vaste zone de libre-échange mondialiste* ouverte à tous les vents, *ni à la domination de fait des Etats-Unis* ».

A l'unique question régaliennne de salut public du prochain quinquennat : « Si la France est attaquée au point de disparaître, comment la défendre ? » les Français répondent en plébiscitant massivement le protectionnisme raisonnable et différencié de la préférence communautaire et/ou française.

EN CONCLUSION : A l'heure des Présidentielles 2012, nous sommes tous à la croisée des chemins, Vous, comme Candidats à la Présidence de la République et nous, comme Scientifiques engagés au service de la France et conscients de représenter tant l'Evidence démocratique que la Vérité scientifique. ***Au nom du Peuple***, Vous devez vous engager solennellement ***au respect de sa volonté explicite de rétablissement de la préférence communautaire compétitive des Trente Glorieuses***, à l'inverse du viol du résultat du Référendum 2005 exprimant le rejet massif de la Constitution ultralibérale de l'UE à 55 %. ***Au nom de la Science***, l'AIRAMA et l'élite de l'Ecole française des nouveaux économiste ***mettront en place un INDICATEUR ALLAIS*** permettant de mesurer en terme de perte d'emplois et de croissance le coût annuel de la nouvelle politique présidentielle et, à l'image de la solution Islandaise, ***de poursuivre en justice si besoin tout homme politique responsable d'une catastrophe annoncée*** à laquelle il n'aurait pas voulu porter remède en s'obstinant à refuser ***la SOLUTION GLOBALE léguée par M. Allais et marquée par le sceau d'autorité et de légitimité tant de la Science que de la Démocratie.***

Arnaud. A. Upinsky
Président de l'AIRAMA

² Tous ces pourcentages sont calculés en ne tenant pas compte des « ne se prononce pas » ou insignifiants.